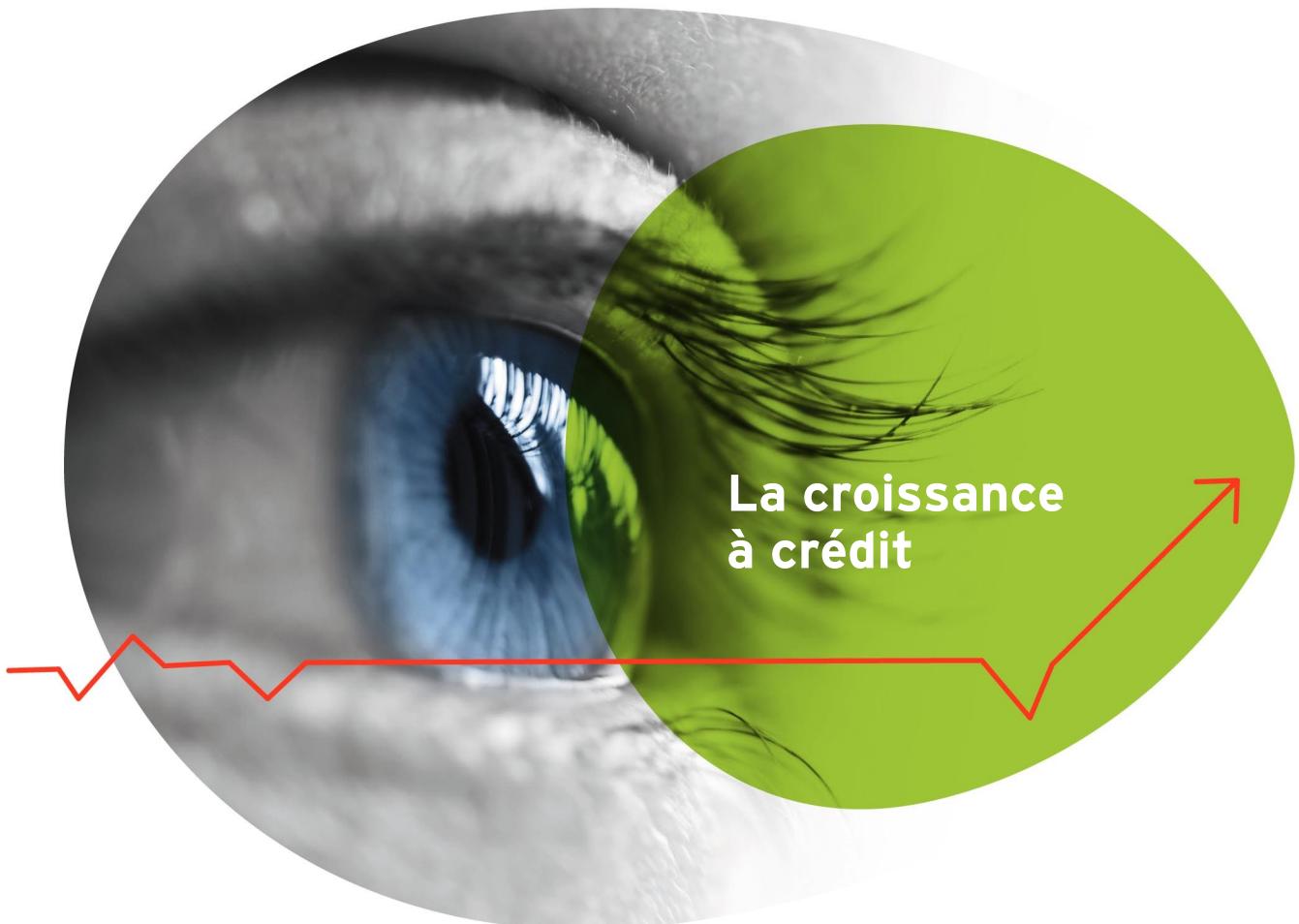


Analyse



Un modèle qui a ses limites

Croissance et crédit sont omniprésents dans notre économie. Savez-vous que 85 à 95 % de la monnaie en circulation provient de crédits et ne correspond pas à une quantité de dépôts fixe ? Êtes-vous conscients que le crédit, de par le mécanisme des intérêts, rend la croissance nécessaire ? Avez-vous déjà entendu parler de « croissance à crédit » ?

Cette analyse propose un regard critique sur le fonctionnement du crédit, sur le lien entre crédit et croissance et, enfin, sur la manière dont nous mesurons la croissance.

En quelques mots :

- Crédit et croissance sont au cœur de notre système économique.
- Ces mécanismes ne sont pas neutres, et suscitent des débats éthiques et idéologiques.

Mots clés liés à cette analyse : croissance économique, crédit, modèle économique, finance et société.

Croissance et crédit

Nous entendons parler de croissance et de crédit quotidiennement, mais la plupart d'entre nous ne se posent pas de questions sur leur fonctionnement. Voici quelques réflexions sur la nature du crédit, la corrélation entre crédit et croissance, ainsi que la nature de la croissance. Nous aborderons ensuite les enjeux sous-jacents.

1.1 Le crédit

En réalité, 85 à 95 % de la monnaie en circulation est faite de crédit. Et le crédit est aux mains des banquiers. Notre système monétaire est conçu de telle sorte que les banques peuvent octroyer des crédits à foison – en respectant toutefois quelques règles prudentielles.

Le crédit que vous recevez à la banque ne provient pas – comme on a tendance à le croire – de l'excédent de dépôts d'autres clients de votre banque. Un crédit est de l'argent nouvellement créé, une écriture comptable (à chaque crédit octroyé correspondent deux inscriptions comptables : l'une à l'actif et l'autre au passif de la banque). Lorsqu'il est remboursé, le crédit disparaît puisque l'écriture comptable est annulée. Toutefois, les intérêts subsistent et viennent donc augmenter la masse monétaire en circulation.

Le crédit est partout : on est sollicité sans cesse par des publicités incitant au crédit, on entend parler de surendettement, de dette publique... Ainsi, la Banque nationale de Belgique estime qu'à la fin de l'année 2012, les acteurs non financiers¹ belges ont atteint un **niveau d'endettement historiquement élevé avec 249 % du PIB**, soit 99,8 % du PIB pour la dette publique belge et 149 % du PIB pour le secteur privé non financier (ménages et entreprises).

1.2 La croissance à crédit

L'idée que le crédit fait la croissance est assez répandue. Au cours de cette dernière décennie, la croissance de l'endettement a stimulé la croissance économique dans la zone euro. C'est ce qu'on appelle « la croissance à crédit ». Dans cette situation, la distribution de crédits aux ménages stimule leur demande, les entreprises augmentent donc leur production, et investissent en conséquence, à la fois pour permettre cette hausse de la production et développer de nouveaux produits.

La Banque nationale de Belgique² affirme que l'expansion du marché des crédits est favorable lorsqu'elle est structurelle, c'est-à-dire lorsqu'elle nourrit une activité réelle (lorsqu'elle correspond à une hausse de pouvoir d'achat stable, à la réalisation de progrès techniques, à des changements institutionnels tels qu'une amélioration de la fiscalité...).

Au contraire, une croissance démesurée du marché des crédits peut engendrer des crises financières, comme en témoigne la crise de 2008 – où l'octroi de crédits hypothécaires en masse à des ménages qui n'ont pas pu faire face à leurs engagements financiers a été à l'origine d'une crise bancaire qui s'est propagée ensuite à l'ensemble de l'économie³.

1.3 La croissance

Comment mesure-t-on la croissance ? Le PIB, produit intérieur brut, est la sacro-sainte mesure de la croissance. Il est censé mesurer la santé de nos économies. Le PIB est calculé par la somme des valeurs ajoutées réalisées à l'intérieur d'un pays.

1 Les acteurs non financiers sont les ménages, les sociétés non financières et les pouvoirs publics.

2 BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, « Statistiques économiques belges 1980 – 1990 » [en ligne]. Disponible sur : www.nbb.be/doc/DQ/F/DQ3/HISTO/DFBA8090.PDF (consulté le 22/09/2014).

3 Pour plus d'explications sur les origines et le mécanisme de la crise financière de 2008, voir: RÉSEAU FINANCITÉ, « Crise financière : stop ou encore ? » [en ligne]. Disponible sur : <http://www.financite.be/fr/reference/financite-magazine-ndeg-21-crise-financiere-stop-ou-encore>

Stagnant autour de 0,1 % au cours des 16 premiers siècles de notre ère, le PIB a décollé à partir de 1701 pour se situer à 1 % en moyenne, puis à 2 % en moyenne à partir de 1820 pour la France et l'Angleterre. L'Europe des 27 a connu un **taux de croissance du PIB moyen de 2,58 % de 2003 à 2007**, avant de chuter consécutivement à la crise financière.

S'il fut un temps où la croissance du PIB allait potentiellement de pair avec une amélioration de la qualité de vie (en tout cas de certains), ce postulat est désormais largement remis en question. La croissance élevée des puissances économiques européennes des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles était accompagnée d'avancées technologiques majeures. Mais aujourd'hui, il en va autrement. La croissance du PIB est-elle soutenable ? Va-t-elle de pair avec le progrès social ? Ou est-elle source d'inégalités ? Enfin, est-elle respectueuse de l'environnement ?

2 La polémique sur le crédit

2.1 Le crédit rend la croissance indispensable

Les crédits sont assortis d'intérêts. L'inscription comptable du crédit, une fois le crédit remboursé, disparaîtra. Par contre, le payement des intérêts implique, lui, la nécessité de croissance. En effet, une entreprise qui contracte un crédit doit nécessairement générer plus d'argent pour rembourser les intérêts. Cet argent supplémentaire doit bien provenir de quelque part. Il est issu, dans le meilleur des cas, d'un accroissement de son activité (activité réelle) et, dans le pire des cas, d'une hausse des prix (tendance inflationniste). Le crédit est donc le premier moteur de la course à la croissance de l'activité économique. Or, comme mentionné plus haut, cette croissance n'est soutenable que si elle correspond à des évolutions structurelles, ce qui n'est pas toujours le cas.

2.2 Le crédit aggrave les crises

Le système monétaire est intrinsèquement instable : entre 1970 et 2000, 425 crises financières ont été recensées. Parmi elles on en compte 145 qui concernaient le secteur bancaire et 208 qui étaient des effondrements de monnaie⁴. Or, les crédits sont pro-cycliques : en période de croissance économique, les banques prêtent facilement tandis qu'en période de crise ou de récession économique, elles limitent l'octroi de crédits et accroissent ainsi l'effet ralentisseur de la crise sur l'économie.

⁴ LIETAER B., *Money and Sustainability. The missing link*. UK : Triarchy Press, 2012.

Elles amplifient donc l'ampleur des cycles économiques, tant positivement que négativement – soit tant en période de croissance économique qu'en période de récession.

2.3 Le crédit renforce la concentration des richesses

La concentration des richesses liée au crédit opère de la manière suivante.

D'une part, il existe, parmi les emprunteurs, deux catégories : les débiteurs (emprunteurs) nets et les créateurs (prêteurs) nets. Les démunis sont généralement débiteurs, ils payent par conséquent plus d'intérêts (sur leurs crédits) qu'ils n'en perçoivent (sur leur épargne). Les nantis, quant à eux, sont généralement créateurs et perçoivent donc plus d'intérêts qu'ils n'en payent.

En outre, les personnes moins nanties ont des conditions de prêt peu avantageuses (taux d'intérêt élevés) car elles ont peu de garanties. Une étude réalisée par Margrit Kennedy⁵ démontre qu'en Allemagne, le mécanisme des taux d'intérêt permet un enrichissement pour le décile le plus aisé de la population, est neutre pour le second décile, et entraîne un appauvrissement pour 80 % de la population.

De surcroît, la nécessité de présenter des garanties pour avoir accès au crédit facilite ces accès aux personnes détenant du capital, ce qui renforce la concentration des ressources financières entre les mains des plus riches.

3 La polémique sur la croissance

3.1 La croissance ne tient pas compte des problèmes sociaux et environnementaux

Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi⁶ met en évidence l'impact du choix de la mesure de nos performances économiques par le PIB : « on sélectionne fréquemment les bonnes politiques à conduire sur le critère de leur effet positif sur la croissance de l'économie ; or, si nos mesures des performances sont faussées, il peut en aller de même des conclusions de politique économique que nous en tirons ». Et de préciser

5 KENNEDY M., “Why do we need monetary innovation ?” [en ligne]. Disponible sur : www.margritkennedy.de/media/pre_moneypres_56.pdf (consulté le 22/09/2014).

6 STIGLITZ, SEN, FITOUSSI, *Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social* [en ligne]. Disponible sur www.stiglitz-sen-fitoussi.fr/documents/rapport_francais.pdf (consulté le 22/09/2014).

que le PIB ne tient pas compte des aspects environnementaux de la production, de l'inclusion sociale, des changements démographiques, de la santé publique, ou encore de la consommation de ressources naturelles.

Notons qu'en 1972 déjà, deux économistes du Club de Rome affirmaient que la croissance serait confrontée à l'épuisement des ressources naturelles et à la pollution. Une publication récente de l'OCDE reconnaît cette vision en disant que « la dégradation et l'érosion de notre capital environnemental naturel [...] pourraient mettre en péril les acquis de deux siècles d'amélioration des niveaux de vie ».

De la même manière, l'incompatibilité de l'approche environnementale et de la croissance sont parfaitement illustrées par le fait suivant : manger une fraise provenant d'un autre continent, qui est arrivée en avion et qui est le fruit d'une culture hors-sol intense en intrants chimiques, a un meilleur impact sur le PIB que de manger une fraise qui provient de chez un producteur local et bio.

3.2 Croissance et endettement

Les données sur la croissance sont rarement associées aux statistiques d'endettement public et privé. Pourtant, ces deux variables sont fortement corrélées, puisque le crédit peut nourrir la croissance, et qu'un taux d'endettement croissant peut entraîner une croissance non soutenable.

Comme exposé plus haut, l'on a pu constater que l'endettement du secteur non financier a crû au cours de la dernière décennie (passant de 173 % en 1999 à 233 % du PIB en 2012), atteignant ainsi un niveau historiquement élevé.

Au cours de cette même période, le PIB passait de 304 796 à 368 734 millions d'euros, soit une croissance de 17 %⁷.

La Banque nationale de Belgique⁸ explique ainsi que des phases ascendantes ou de *boom* économique sont susceptibles d'entraîner une vive accélération du taux d'endettement, et que lorsque celui-ci a augmenté au point de devenir intenable, il s'ensuit généralement un processus de désendettement. Ceci revient à dire que, lorsque l'endettement a été démesuré par rapport à l'économie réelle, cet endettement

7 BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, « PIB en volume » [en ligne]. Disponible sur : <http://www.nbb.be/belgostat/PresentationLinker?TableId=656000098&Lang=F> (consulté le 23/10/2014)

8 BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE, « Ampleur et dynamique de l'endettement en Belgique et dans la zone euro » [en ligne]. Disponible sur : http://www.nbb.be/doc/TS/Publications/EconomicReview/2013/revecoI2013_H4.pdf (consulté le 23/10/2014)

démesuré sera à l'origine d'une période de récession au cours de laquelle les établissements financiers octroieront peu de crédits. Le désendettement désigne dès lors le resserrement du marché du crédit.

3.3 D'autres mesures de la croissance ?

Il est indispensable de préciser que le PIB n'est pas la seule mesure qui existe. Certains se sont hasardés à proposer des alternatives à une mesure de la croissance strictement économique.

Les initiatives les plus anciennes en ce sens sont celles du bonheur national brut (BNB) et de l'indice de développement humain (IDH).

- La notion de BNB a fait couler de l'encre depuis sa création, dès 1972, par le Bhoutan. Cet indice peut être résumé par quatre notions : croissance et développement économique ; conservation et promotion de la culture ; sauvegarde de l'environnement et utilisation durable des ressources ; et, enfin, la bonne gouvernance responsable⁹.
- L'IDH est une statistique créée en 1990 par le Programme des Nations unies pour le développement. Il repose sur 3 mesures essentielles : l'indice de vie à la naissance, le niveau d'éducation et le niveau de vie. Cet indice doit compléter le PIB en proposant une mesure du bien-être collectif et individuel.

Plus récemment, différentes institutions internationales se sont penchées sur la question. Nous ne ferons ici que les citer :

- La Commission européenne a lancé, en 2007, l'initiative « *beyond GDP* », « au-delà du PIB », qui a pour objectif de développer des indicateurs composés, prenant mieux en compte les aspects sociaux et environnementaux (et non uniquement le progrès économique).
- En parallèle, l'OCDE s'est attelée à un projet nommé « *Measuring and Fostering the Progress of Societies* », « Mesurer et favoriser le progrès sociétal ».

Enfin, les gouvernements de différents pays ont également pris les devants en la matière.

⁹ En fait, le BNB mesure 9 dimensions (par le biais de 33 indicateurs) : bien-être psychologique, santé, éducation, utilisation du temps, diversité culturelle, bonne gouvernance, vitalité communautaire, diversité écologique et standards de vie.

- En Australie, on trouve le « *Measures of Australia's Progress* », « Mesures du progrès en Australie », un set d'indicateurs lancé en 2002.
- Le rapport Stiglitz-Sen-Fitoussi, publié en septembre 2009, fut réalisé à la demande de Nicolas Sarkozy. Les auteurs avaient pour mission de déterminer les limites du PIB en tant qu'indicateur des performances économiques et du progrès social, de réexaminer les problèmes relatifs à sa mesure, d'identifier les informations complémentaires qui pourraient être nécessaires pour aboutir à des indicateurs du progrès social plus pertinents et, d'évaluer la faisabilité de nouveaux instruments de mesure.
- Enfin, au Canada, le « *Canadian Index of Well-being* », « Indice canadien de bien-être », a été mis sur pied en 2011.

4 Conclusion

Le crédit et la croissance sont au cœur de notre système économique. Ils ne sont pas pour autant des mécanismes neutres : l'un comme l'autre suscite des débats éthiques et idéologiques.

La croissance – telle qu'elle est mesurée aujourd'hui – fait l'impasse sur les problèmes d'ordre environnemental, le progrès social, la qualité de vie... La mesure d'une croissance économique est remise en question depuis les années 1970, et de nombreuses méthodes alternatives ont été mises au point depuis lors. Le problème que cela suscite est d'ordre décisionnel : si les décisions stratégiques sont prises sur la base d'un indicateur de performance biaisé, comment les décideurs politiques peuvent-ils prendre les bonnes décisions ? Nos indicateurs de performance devraient donc mieux prendre en compte le progrès social, la conservation de l'environnement, mais aussi l'endettement économique.

Le crédit, quant à lui, alimente différents débats. Le coût qu'il implique – via le mécanisme des intérêts – a pour effet pervers de rendre la croissance nécessaire. Or, la croissance strictement économique n'est pas toujours synonyme de progrès social ou environnemental. Le crédit n'est pas neutre pour ce qui concerne la répartition des richesses : il contribue à l'enrichissement des plus nantis et à l'appauvrissement des plus nécessiteux. De surcroît, il a un effet pro-cyclique et agrave donc l'ampleur des crises économiques et financières.

En Belgique, comme ailleurs, le crédit est omniprésent : la Belgique compte plus de 6 millions d'emprunteurs, soit presque autant que l'ensemble de la population active (6,77 millions de personnes), et ceux-ci détiennent en moyenne 1,83 crédit¹⁰.

Si le concept de crédit est assez alléchant, comme en témoignent ces statistiques, il n'est pas sans effets pervers : il nous entraîne dans un cercle vicieux que nous ne contrôlons pas.

- Le crédit rend la croissance indispensable. Or une croissance démesurée est à l'origine de crises. Et le crédit aggrave l'ampleur de ces crises économiques.
- Par ailleurs, le crédit est à l'origine de la course à la croissance – laquelle n'intègre pas d'aspects sociaux et environnementaux et ne peut donc en aucun cas être représentative du progrès.

Dès lors, on est en droit de se poser cette question : notre modèle de société doit-il encore encourager le crédit ainsi que la croissance économique telle qu'elle est mesurée aujourd'hui ?

*Marie-Bénédicte de Ghellinck
Octobre 2014*

Si vous le souhaitez, vous pouvez nous contacter pour organiser avec votre groupe ou organisation une animation autour d'une ou plusieurs de ces analyses.

Cette analyse s'intègre dans une des 3 thématiques traitées par le Réseau Financité, à savoir :

Finance et société :

Cette thématique s'intéresse à la finance comme moyen pour atteindre des objectifs d'intérêt général plutôt que la satisfaction d'intérêts particuliers et notamment rencontrer ainsi les défis sociaux et environnementaux de l'heure.

Finance et individu :

¹⁰ Banque nationale de Belgique, Centrale des crédits aux particuliers, Statistiques 2013 [en ligne]. Disponible sur : http://www.nbb.be/DOC/CR/CCP/Publications/Kerncijfers_CKP_FR.pdf (consulté le 22/09/2014)

Cette thématique analyse la manière dont la finance peut atteindre l'objectif d'assurer à chacun, par l'intermédiaire de prestataires « classiques », l'accès et l'utilisation de services et produits financiers adaptés à ses besoins pour mener une vie sociale normale dans la société à laquelle il appartient.

Finance et proximité :

Cette thématique se penche sur la finance comme moyen de favoriser la création de réseaux d'échanges locaux, de resserrer les liens entre producteurs et consommateurs et de soutenir financièrement les initiatives au niveau local.

Depuis 1987, des associations, des citoyens et des acteurs sociaux se rassemblent au sein du Réseau Financité pour développer et promouvoir la finance responsable et solidaire.

Le Réseau Financité est reconnu par la Communauté française pour son travail d'éducation permanente.